

PREVENTION MAIF

Association

*275, Rue du Stade
79180 CHAURAY*

***Exercice clos le 31 décembre 2023
Rapport sur les comptes annuels***



AUDIT

Didier BOYE

Commissaire aux Comptes

Frédéric MEUNIER

Commissaire aux Comptes

Adresse de correspondance : 33, Rue Charles Darwin – 79000 NIORT
Tél. : 05 49 17 83 50 – Fax : 05 49 17 83 55 – Email : niort-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres de l'association PREVENTION MAIF

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PREVENTION MAIF, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe sur les « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose celles retenues pour l'établissement des comptes annuels et notamment pour ce qui concerne l'évaluation des immobilisations, des subventions et des contributions volontaires en nature. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié leur caractère approprié et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Niort, le 15 avril 2024

Pour **TGS France Audit**,

Didier BOYE
Commissaire aux Comptes



ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	220 598	209 203	11 395	18 654
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 003 156	1 482 208	520 948	223 921
Immobilisations corporelles				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	12 903		12 903	12 903
Prêts				
Autres	2 699		2 699	502 249
TOTAL (I)	2 239 356	1 691 411	547 945	757 727
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés	32 161		32 161	56 684
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	79 429		79 429	25 158
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 367 800		3 367 800	3 871 158
Charges constatées d'avance				
TOTAL (II)	3 479 390		3 479 390	3 953 000
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 718 747	1 691 411	4 027 335	4 710 727

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	7 906 224	7 906 224
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-3 350 463	-3 359 660
Excédent ou déficit de l'exercice	-606 715	9 197
Situation nette (sous-total)	-3 957 177	-3 350 463
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 949 047	4 555 762
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 856	5 498
TOTAL (II)	1 856	5 498
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 889	133 115
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	35 542	14 247
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 105
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	76 431	149 467
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 027 335	4 710 727

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de services			
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation			
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		86 586	97 739
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats		2 500 000	2 500 000
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
Utilisations des fonds dédiés		5 498	34 301
Autres produits		4 058	5 670
TOTAL I		2 596 142	2 637 711
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes		2 930 554	2 354 422
Aides financières		2 000	2 555
Impôts, taxes et versements assimilés		378	140
Salaires et traitements		127 608	115 438
Charges sociales		37 985	31 412
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		147 874	97 157
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés		1 856	3 707
Autres charges		48 742	54 234
TOTAL II		3 296 997	2 659 064
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-700 855	-21 353
PRODUITS FINANCIERS			
De participations			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		123 129	38 464
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL III		123 129	38 464
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL IV			
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		123 129	38 464
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		-577 726	17 111

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		0	2 500
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
TOTAL V		0	2 500
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		0	966
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
TOTAL VI		0	966
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		0	1 534
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		28 989	9 448
Total des produits (I+III+V)		2 719 271	2 678 675
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		3 325 986	2 669 478
5 - EXCEDENT OU DEFICIT		-606 715	9 198
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		1 885 303	2 138 455
Bénévolat		9 318 240	9 117 360
TOTAL		11 203 543	11 255 815
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		16 308	16 117
Prestations		1 868 995	2 122 338
Personnel bénévole		9 318 240	9 117 360
TOTAL		11 203 543	11 255 815

Constitution et caractéristiques de l'association :

Créée le 11 décembre 1980 sous l'égide de la MAIF (Mutuelle Assurance des Instituteurs de France), il s'agit d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée : ASSOCIATION PRÉVENTION MAIF.

L'Association a reçu plusieurs agréments :

- Agrément au titre d'association complémentaire de l'enseignement public depuis 2001
- Agrément au titre d'association nationale de jeunesse et d'éducation populaire depuis 2003

Elle est également signataire de nombreuses conventions de partenariat (ministères, collectivités, organismes divers).

Depuis décembre 2015, l'association Prévention MAIF est reconnue d'Intérêt général.

Son siège est situé au 275 rue du Stade – 79180 CHAURAY

L'objet :

L'association a pour objet, par l'information et l'éducation, la sensibilisation aux risques et la prévention des accidents en direction de tout public.

Ses actions sont portées par des valeurs de laïcité, d'entraide, de partage, de solidarité et de responsabilités individuelle et collective.

Elle s'interdit toute discussion politique, religieuse ou syndicale.

Sa raison d'être :

Parce que l'écoute et l'attention portée à soi, à l'autre et au monde sont des conditions nécessaires à l'épanouissement individuel et collectif,

Nous voulons, par une approche positive, préparer chaque citoyen à l'expérience des risques rencontrés au cours de sa vie pour qu'il puisse les anticiper et agir en responsabilité.

Association mobilisée dans chaque territoire avec son collectif d'acteurs engagés et ses partenaires, nous nous dotons de 5 principes pour faire vivre notre raison d'être :

- Fédérer, accompagner, mobiliser notre collectif et faire émerger de nouvelles formes d'engagement.
- Accorder nos modes d'action aux besoins et aux spécificités des publics et des territoires.
- Favoriser une mise en œuvre singulière de nos actions par la solidarité et le partage d'expérience des risques.
- Mobiliser des réseaux de partenaires pour relayer nos projets et prolonger notre engagement.
- Encourager les comportements responsables face aux défis de la société liés aux risques actuels et futurs.

Les moyens mis en œuvre :

Plus de 1500 bénévoles qui œuvrent sur le territoire dans nos 110 antennes. Les grands sujets traités sont la mobilité, les accidents de la vie courantes, le climat et le numérique

Les moyens de l'Association sont les suivants :

- Élaboration et diffusion de contenus informatifs et pédagogiques
- Actions de sensibilisations, d'acculturation, d'appropriation et d'actions citoyenne en faveur d'une meilleure connaissance de son environnement et de ses risques liés (naturels, routiers, domestiques, gestes qui sauvent etc...) en milieu scolaire, dans le secteur associatif, avec les collectivités, etc.
- Représentation au sein de salons, d'expositions ...

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023, dont le total est de 4 027 335 €, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de 606 715 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général adapté aux associations.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en respectant les principes généraux suivants :

- Image fidèle, comparabilité et continuité de l'activité
- Régularité, sincérité et importance relative
- Prudence
- Permanence des méthodes,

Et conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG sous réserves des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les tensions géopolitiques, les crises d'approvisionnement en cours et l'augmentation de l'indice des prix à la consommation n'ont pas eu d'impacts significatifs sur l'activité de l'association.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- * logiciels12 mois ou 5 ans
- * matériel de transport et divers5 ans
- * matériel informatique2 ou 3 ou 4 ans
- * mobilier10 ans ou 3 ans
- * matériel divers3 ans ou 4 ou 5 ans

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHARGES ET PRODUITS

Ils sont calculés selon le principe de rattachement à l'exercice de référence.

SUBVENTIONS

Compte tenu de leur faible montant, les subventions d'investissement sont comptabilisées en subventions d'exploitation dans la limite de 10 000 €.

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Il a été procédé à l'évaluation des contributions en nature, portées en pied du compte de résultat.
Le mode de valorisation de ces contributions est le suivant :

** Mise à disposition gratuite de biens*

En moyenne, il a été retenu le nombre de 110 antennes pour une occupation de 12M2 de bureaux aménagés, sur une durée de 6 heures par semaine pendant 23 semaines.

Le coût du local aménagé pour une semaine complète est estimé à 37,60 €.

D'où une évaluation de la mise à disposition de biens pour **16 308 €**.

** Mise à disposition gratuite de personnel et prestations économat*

Elles correspondent aux salaires et aux charges patronales des salariés mis à la disposition de l'Association (1 505 046,54 €), à leurs frais de déplacement (35 394,95 €), au coût de l'économat (20 644,20 €) ayant réalisé des prestations pour Prévention MAIF.

** Consommables*

La valorisation des consommables MAIF pour le compte de Prévention MAIF s'élève à 366 594,67 €.

** Factures payées par MAIF*

Elle correspond à la prise en charge, par la MAIF, de cotisations d'assurance MAIF. Ces cotisations couvrent l'association, ses mandataires et salariés dans la poursuite de l'objet social de l'association. Le montant pris en charge par la MAIF sur l'exercice s'élève à 60 594,43 €. Et des frais studio pour un montant de 15 693,21 €.

Le coût total s'élève à **1 868 994,86 €**.

Les moyens mis à disposition restent les mêmes. Un taux environné de 1.275% est appliqué sur le personnel détaché.

* *Bénévolat*

	Groupe de travail, formations	Réunion régionales, AG	110 antennes 2 233 bénévoles	
			Prés/Très/Secr Tâches de secrétariat, Permanences Comptabilité	Activité d'animation Réunion de bureau Réunion d'information
Nbre de personnes concernées	510	1700	240	1700
Nbre de jours	2740	6200	7200	45900
Nbre d'heures par Jours	6	6	6	6
Tarif horaire	36 €	36 €	18 €	24 €
SOUS TOTAL	591 840	1 339 200	777 600	6 609 600
TOTAL	9 318 240 €			

REMUNERATIONS

Suite à la décision de l'AG du 26/05/2017, il a été décidé, en application de l'article 9 des statuts de verser à chaque administrateur concerné une indemnité nette mensuelle à compter du 01/06/2023. Cette indemnité s'élève à 500.00 € nette mensuelle pour les membres du bureau et 400.00 € nette mensuelle pour les administrateurs hors bureau.

Ces indemnités s'élèvent sur l'exercice à 79 100 € net.

Le Président de l'association ainsi que le Président de la MAIF ont expressément renoncé à la percevoir.

CONSOMMABLES

Les consommables Prévention MAIF ont été repris par la MAIF au 01 janvier 2018.

PLACEMENTS

L'association Prévention MAIF détient 1 livret A, 12 parts sociales BPACA

La rémunération des parts sociales est imposable à 15%.

Elle détient également 1 compte à terme (CAT) à la Société Générale (anciennement TARNEAU), pour une durée de 5 ans. Les intérêts seront versés à la fin du contrat.

Et un livret institutionnel liquide à la Société Générale dont les intérêts sont soumis au taux d'imposition de 24 %

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit, apports
AUTRES POSTE D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	217 693		2 905
Matériel de transport	116 522		11 797
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 486 672		422 940
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 603 194		434 737
Autres titres immobilisés	12 903		
Prêts et autres immobilisation financières	502 249		450
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	515 152		450
TOTAL GENERAL	2 336 039		438 092

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTE D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			220 598	
Matériel de transport		22 893	105 426	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		11 882	1 897 731	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		34 775	2 003 156	
Autres titres immobilisés			12 903	
Prêts et autres immobilisation financières		500 000	2 699	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		500 000	15 602	
TOTAL GENERAL		534 775	2 239 356	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS ETABLIS, RECHERCHE, DEVELOPMT AUTRES IMMO. INCORPORELLES	199 039	10 164		209 203
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage				
Installations générales, agencements				
Matériel de transport	103 340	7 103	22 893	87 550
Matériel de bureau, informatique, mobilier	407 398	61 162	11 882	456 678
Emballages récupérables, divers	868 535	69 445		937 980
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 379 273	137 710	34 775	1 482 208
TOTAL GENERAL	1 578 312	147 874	34 775	1 691 411

Ventilation des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotations dérogat.	Reprises dérogat.
FRAIS ETABL., RECHERCHE AUT. IMMO. INCORPORELLES	10 164				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Aménagements					
Install. techniques, outillage					
Install. générales, agencements					
Matériel de transport	7 103				
Matériel bureau et informatique	61 162				
Emballages récupérables	69 445				
IMMO. CORPORELLES	137 710				
TOTAL GENERAL	147 874				

<i>Etat des créances</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	15 602		15 602
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	111 590	111 590	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	127 192	111 590	15 602
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>Etat des dettes</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an.-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	40 889	40 889		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 553	6 553		
Etat : impôt sur les bénéfices	28 989	28 989		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	76 431	76 431		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Rubriques	MONTANT
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	
Fournisseurs : factures non parvenues	40 889
TOTAL GENERAL	40 889

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	7 906 224				7 906 224
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-3 359 659	9 197			-3 350 463
Excédent ou déficit de l'exercice	9 197	-9 197	-606 715		-606 715
Situation nette	4 555 762	0	-606 715	0	3 949 047
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total fonds propres	4 555 762	0	-606 715	0	3 949 047

Informations sur les concours publics et subventions d'exploitation :

L'association Prévention MAIF n'a perçu aucune subvention d'investissement ou de concours divers sur l'exercice.

Les subventions d'exploitation perçues par l'association sur l'exercice et sont accordées par les autorités administratives suivantes :

Les conseils départementaux, montant versé = 3 188,00 €

Les Préfectures des départements, montant versé = 36 367,92 €

Le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de la réalité virtuelle, montant versé
= 18 000,00 €

L'ASP (Agence de Services et de Paiements) dans le cadre du service civique,
montant versé = 38 373,30 €

Fonds dédiés par projet et selon
l'origine des fonds

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisations	Transfert	Montant global à la clôture de l'exercice	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépense au cours des 3 derniers exercices
Subventions d'exploitation						
Audit Permis	747,30		747,30	0,00	0,00	0,00
Enfant Médiateur	110,00		110,00	0,00	0,00	0,00
Sécurité Routière envers les Séniors	250,00		250,00	0,00	0,00	0,00
Réfléchissez-vous	284,00		284,00	0,00	0,00	0,00
Réfléchissez-vous	400,00		400,00	0,00	0,00	0,00
Permis Piéton	192,00		192,00	0,00	0,00	0,00
Réfléchissez-vous	200,00		200,00	0,00	0,00	0,00
Sécurité Routière	314,71		314,71	0,00	0,00	0,00
Ecole de la route	3 000,00		3 000,00	0,00	0,00	0,00
Tribunal pas banal		448,00		448,00	448,00	0,00
Les drogues parlons-en !		1 408,00		1 408,00	1 408,00	0,00
Contributions financières d'autres organismes						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL	5 498,01	1 856,00	5 498,01	1 856,00	1 856,00	0,00

PREVENTION MAIF

Association

275, Rue du Stade

79180 CHAURAY

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**



AUDIT

Didier BOYE

Commissaire aux Comptes

Frédéric MEUNIER

Commissaire aux Comptes

Adresse de correspondance : 33, Rue Charles Darwin – 79000 NIORT
Tél. : 05 49 17 83 50 – Fax : 05 49 17 83 55 – Email : niort-audit@tgs-france.fr

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES****Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article L. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I – CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

II – CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention II – 1

<u>Personnes concernées :</u>	Administrateurs communs FONDS MAIF POUR L'EDUCATION et PREVENTION MAIF
<u>Objet :</u>	Don reçu par l'Association dans le cadre de la convention de mécénat
<u>Modalités :</u>	- Montant sur l'exercice : 2 500 000 €

Convention II – 2

<u>Personnes concernées :</u>	Administrateurs PREVENTION MAIF
<u>Objet :</u>	Indemnités versées aux administrateurs
<u>Modalités :</u>	<p>Conformément à vos Statuts, les administrateurs peuvent percevoir des indemnités, en complément du remboursement de leurs frais réels engagés pour l'exercice de leur mandat.</p> <p>Suite à décision de votre Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2017, de votre Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2023 et de votre Conseil d'administration du 19 mai 2023, il a été décidé de verser les indemnités nettes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- à compter du 1^{er} juillet 2017 et jusqu'au 31 mai 2023 :<ul style="list-style-type: none">o 300 € / mois pour les administrateurso 400 € / mois pour les membres du bureau- à compter du 1^{er} juin 2023 :<ul style="list-style-type: none">o 400 € / mois pour les administrateurso 500 € / mois pour les membres du bureau <p>Au cours de l'exercice, le total des indemnités nettes prises en charge par l'Association s'est élevé à 79 100€, sachant que Monsieur le Président de l'Association et Monsieur le Président de la MAIF ont expressément renoncé à les recevoir.</p>

Convention II – 3

Personnes concernées : Administrateurs PREVENTION MAIF

Objet : Remboursement des frais de déplacements des administrateurs

Modalités : Remboursement sur justificatifs
Montant sur l'exercice : 121 496€, soit par administrateur :

- Pour Monsieur MARTELLI Dominique : 4 452,49€
- Pour Monsieur MOLINERI Patrick : 3 815,08 €
- Pour Monsieur HELION Pascal : 13 766,76 €
- Pour Monsieur AYECHET Jean-Pierre : 5 086,45 €
- Pour Madame PASQUALINI Michèle : 4 736,85 €
- Pour Madame KNIEBIHLER Valérie : 12 417,71 €
- Pour Monsieur CHABAL Frédéric : 2 784,18 €
- Pour Madame HERNANDEZ Patricia : 4 947,74 €
- Pour Madame REALE BRUYAT Françoise : 4 576,07 €
- Pour Monsieur LE ROUX Jean-Luc : 7 276,57 €
- Pour Monsieur THABOURIN Jean-Pierre : 5 085,26 €
- Pour Monsieur BOGAERT Géry : 17 761,66 €
- Pour Madame CAUWET Sophie : 5 527,06 €
- Pour Madame IDELON Danielle : 10 293,44 €
- Pour Monsieur BONNETON Marc : 11 500,21 €
- Pour Madame BEAU Noëlle : 1 377,68 €
- Pour Monsieur DOIDY Gérard : 2 807,38 €
- Pour Monsieur POPOT Jean-Michel : 3 283,43 €

Convention II – 4

Personnes concernées : Administrateurs communs MAIF et PREVENTION MAIF

Objet : Mise à disposition gratuite de biens et de personnel, frais de déplacements inclus, hors administrateurs, et de consommables.

Modalités :

- Suivant annexe comptable
- Montant sur l'exercice : 1 923 345€

Convention II – 5

Personnes concernées : Administrateurs communs MAIF et PREVENTION MAIF

Objet : Prestations économat par la MAIF (téléphone, imprimerie et mise à disposition de matériel, restauration pour le personnel mis à disposition)

Modalités :

- Suivant annexe comptable
- Montant sur l'exercice : 20 644 €

Convention II – 6

Personnes concernées :

Administrateurs communs MAIF et PREVENTION MAIF

Objet :

Prise en charge, par la MAIF, de factures au profit de Prévention MAIF, notamment des cotisations d'assurance couvrant l'association, ses mandataires et les salariés mis à disposition par la MAIF et les bénévoles, ainsi que d'autres factures de biens et services, engagés dans la poursuite de l'intérêt de l'association

Modalités :

- Suivant annexe comptable
- Montant sur l'exercice : 76 288€

Convention II – 7

Personnes concernées :

Administrateurs communs MAIF et PREVENTION MAIF

Objet :

Participation aux coûts d'organisation de l'Assemblée Générale

Modalités :

- En fonction des charges réelles, ou pour les frais non affectables, selon un prorata prédéfini
- Montant sur l'exercice : 226 659 €

Fait à Niort, le 15 avril 2024

Pour **TGS France AUDIT**,

Didier BOYE
Commissaire aux Comptes